CTMEN du 4 mai 2017 : déclaration de la FNEC FP-FO

Ce CTM se tient entre les deux tours de l'élection présidentielle. Nous aurions nettement préféré qu'il se tienne après la formation du nouveau gouvernement, ce qui lui aurait donné davantage de sens. Mais, dans la suite de ce que nous avons fait le 1^{er} mai, souvent dans l'action commune avec d'autres organisations syndicales, nous saisissons l'occasion pour réaffirmer nos principales revendications, qui resteront d'actualité, quels que soient les résultats des élections politiques.

Nous rappelons au passage, que pour notre part, ne nous plaçant pas en directeurs de conscience, restant sur le terrain syndical, nous ne donnons pas de consigne de vote. Ajoutons qu'il est quelque peu irresponsable de crier au loup tous les cinq ans tout en poursuivant les politiques d'austérité qui sont plus que jamais économiquement, socialement et démocratiquement dangereuses.

Nous continuons à réclamer l'abrogation de la loi travail qui, pour le temps de travail, a inversé la hiérarchie des normes. Cela est d'autant plus nécessaire que la porte entrouverte l'an dernier risque d'être complètement ouverte prochainement sur les autres aspects du droit du travail ou sur le statut de la fonction publique.

A entendre les déclarations de certains, encore au gouvernement, ou qui aspirent à en faire partie, sur la suppression des corps de la fonction publique, la rémunération au mérite, ou l'autonomie encore renforcée des établissements, il nous semble pleinement justifié de réaffirmer notre position sur l'évaluation des enseignants, qui découle de la mise en œuvre de PPCR. Nous y restons totalement opposés : les critères retenus, qui par exemple, permettent de fait de tenir compte des opinions des parents d'élèves, ou de l'organisation d'activités extra-scolaires, non seulement ouvrent la voie aux projets que nous venons d'évoquer. Ils vont aussi dans le sens de ce que souhaitent depuis longtemps divers groupes de pression, par exemple l'IFRAP.

Nous avons noté les regrets exprimés par la ministre sur l'erreur commise avec la publication abrupte du décret sur la réforme du collège. Le meilleur moyen d'en éviter une nouvelle serait de suspendre toute publication et mise en œuvre des textes sur l'évaluation.

Nous continuons de plus à penser qu'une enquête préalable du CHSCT sur les conséquences de la mise en place de ce dispositif est pleinement justifiée : la vigilance doit s'exercer avant, et pas après !

A ce propos nous renouvelons aussi notre demande exprimée en janvier au CHSCT concernant la prise en compte des collègues confrontés à des situations ingérables liées à la présence d'enfants à « besoins particuliers », le rétablissement de tous les postes supprimés en AESH. Nous réaffirmons notre opposition à la convention entre la région académique « Auvergne Rhône Alpes et l'ARS qui se fixe pour objectif la fermeture de 50% des classes en établissements médico-sociaux d'ici 3 ans.

S'agissant des points inscrits à l'ordre du jour de cette séance, le bilan des titularisations des stagiaires, dont nous avons demandé l'inscription à l'ordre du jour depuis juillet 2016, confirme malheureusement notre appréciation : 1631 stagiaires non titularisés dans le secondaire sur 15239, 1734 sur 14685 dans le premier degré. Il est évident qu'il faut ouvrir de discussions sur le fond, ce que nous demandons, mais dans l'immédiat une question se pose : quelles sont les consignes du ministère

pour que l'hécatombe ne se reproduise pas en 2016-2017 ?

Sur l'attribution des indemnités (RIFSEEP, IMP, IF2R...), nous nous sommes à de nombreuses reprises exprimés sur les problèmes de fond posés par les modalités d'attribution sur la base des résultats ou de l'engagement professionnel. Nous nous sommes aussi exprimés sur le remplacement des diminutions de service par les IMP inégalitaires et payées au rabais pour les enseignants.

Le bilan c'est que nos collègues sont en désaccord avec ces dispositifs.

En matière salariale, notre première revendication demeure l'augmentation de la valeur du point d'indice.

Nous demandons aussi l'abandon des dispositifs d'individualisation de la rémunération, et que le régime indemnitaire soit corrélé au grade, ainsi que le rétablissement des réductions de service attribuées pour les enseignants sur des critères nationaux.